

MAIRIE DE THIVERVAL-GRIGNON
GRANDE RUE,
78850 THIVERVAL-GRIGNON

**DEPARTEMENT DES YVELINES
COMMUNE DE THIVERVAL-GRIGNON
DECLARATION DE PROJET EMPORTANT
MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**



MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

ENQUETE PUBLIQUE



40 Rue Moreau Duchesne,
77910 Varreddes
01 64 33 18 29
urbanisme@cabinet-greuzat.com
<http://www.cabinet-greuzat.com>

A. OBJECTIFS DE LA MODIFICATION ET RAPPEL DE LA PROCEDURE	3
A.I. OBJECTIFS DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	3
A.II. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU.....	5
A.III. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	6
A.IV. SCHEMA DE PROCEDURE :	7
B. PRESENTATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	8
B.I. L'OBJET ET LE LIEU DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	8
B.II. LA JUSTIFICATION DE L'INTERET GENERAL DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	8
B.III. LES PIECES MODIFIEES PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	8
III.1.1. LA COMPATIBILITE AVEC LE PADD	9
III.1.2. LA COMPATIBILITE AVEC LE SDRIF-E	10
III.1.3. MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE	11
III.1.4. MODIFICATION DU REGLEMENT	12
III.1.5. MODIFICATION DU RAPPORT DE PRESENTATION	14

A. OBJECTIFS DE LA MODIFICATION ET RAPPEL DE LA PROCEDURE

A.I. OBJECTIFS DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

La commune de Thiverval-Grignon dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (approuvé par délibération du conseil municipal du 17 juin 2011 et modifié les 2 octobre 2015, 27 novembre 2015, 7 avril 2017, 29 novembre 2017 et 30 janvier 2020 et mis à jour le 22 juillet 2021.

La municipalité de THIVERVAL-GRIGNON a lancé une procédure de déclaration de projet, considérant que le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes revêt d'un intérêt général et collectif, à savoir que ce projet :

- **va permettre d'une part d'améliorer la valeur agronomique des sols agricoles**, par la réalisation d'un reprofilage topographique adapté ainsi que par l'apport de limons et de substrats fertiles extérieurs en vue de reconstituer une Réserve Utile en eau des sols avec des épaisseurs fonctionnelles et homogènes. L'amélioration agronomique des terrains agricoles, leur préservation et également leur sanctuarisation à l'issue du projet est conforme aux dispositions du Schéma Directeur d'Ile-de-France Environnemental (SDRIF-E).
- **prévoit de créer une nouvelle continuité écologique à travers un biocorridor calcicole** en extension des enjeux écologiques locaux recensés au droit de la ZNIEFF de type I des pelouses calcicoles à proximité immédiate. La création de ce nouveau biocorridor calcicole est conforme aux objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SCRE) d'Ile-de-France et à ceux de la Trame Verte de l'Association de Protection de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets (APPVPA).
- **créera de nouveaux espaces de transition visuelle atténuant les perceptions vers le point noir paysager** de l'usine d'incinération de Pont- Caillou depuis les chemins ruraux longeant la RD119 et les secteurs habités du quartier de Folleville, conformément aux objectifs du PLU.
- **va permettre de rétablir des capacités de réception des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Île-de-France et notamment dans l'Ouest francilien.** Ce projet ISDI répond aux besoins et dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Ile-de-France tout en contribuant au rééquilibrage territorial des ISDI en Ile-de-France.
- **intégrera une Infrastructure de Recherche sur les processus de reconstitution des sols agricoles fertiles (pédogénèse) et les services écosystémiques des sols agricoles**, en partenariat avec les enseignants-chercheurs et étudiants d'AgroParisTech ainsi qu'avec la Ferme de Grignon.

Le Conseil Municipal de THIVERVAL-GRIGNON, par délibération en date du 13/05/2025 a prescrit la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'autoriser explicitement le projet d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus particulièrement les ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) dans un sous-secteur dédié de la zone A.

Ce projet règlementé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement fera l'objet d'une procédure d'enregistrement pour la création de d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) rangée sous la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE. Le projet de

dossier d'enregistrement comportant les pièces réglementaires et toutes les études environnementales associées est à ce titre finalisé et prochainement mis en consultation publique.

Le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes par la société TERSEN, est localisé sur le territoire de la commune de THIVERVAL-GRIGNON.

L'opération de réaménagement par apport de matériaux inertes se réalisera en intégralité sur la commune, sur une zone actuellement destinée à de l'espace agricole (A) sans contraintes prescriptives.

La modification du Plan Local d'Urbanisme de Thiverval-Grignon a pour objectif de créer un sous-secteur de la zone agricole afin de reprendre le périmètre de demande ICPE, et d'apporter des nouvelles règles d'urbanisme dans ce sous-secteur agricole créé, tout en justifiant de l'intérêt collectif et générale de ce projet.

Le zonage et le règlement vont être modifiés pour permettre la réalisation de ce projet sur le territoire de Thiverval-Grignon.

A.II. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

En application des articles **L.153-54 à L.153-59** du Code de l'Urbanisme, le présent sous dossier de « Déclaration de projet » appartient au dossier global de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de THIVERVAL-GRIGNON qui en est la conséquence.

Article L153-54

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L153-55

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

- a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
- b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L153-57

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L153-58

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

Article L153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles [L. 153-25](#) et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

A.III. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le projet sur le territoire de Thiverval-Grignon concerne 36,9 hectares de zones agricoles. Dans le cas de la procédure de mise en compatibilité du PLU, vu que la commune n'est pas concernée par la présence d'un site Natura 2000, une demande d'examen au cas par cas peut être réalisée afin de demander à l'autorité environnementale la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet.

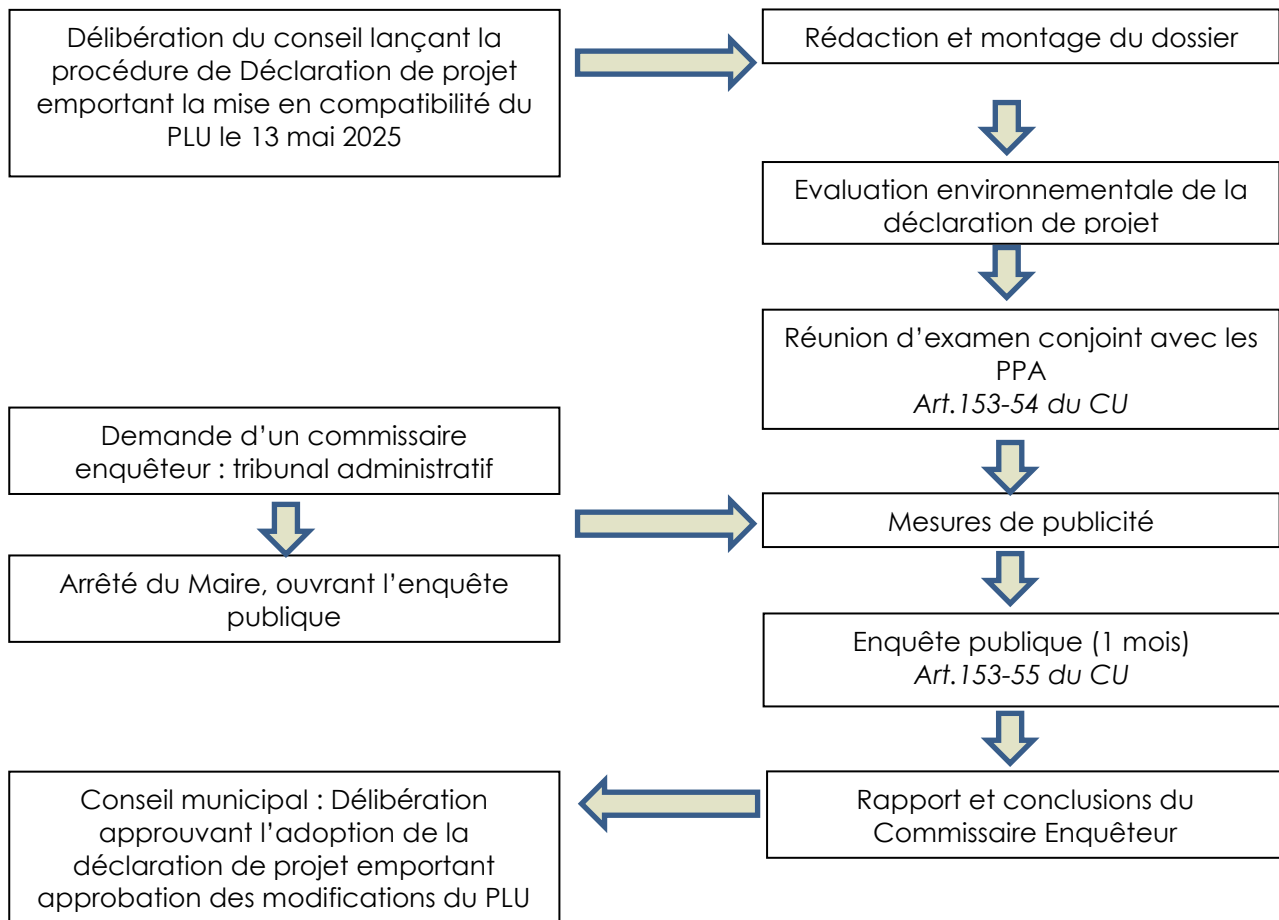
Etant donné la superficie du projet, de l'impact sur les parcelles agricoles et sur les ZNIEFF présentes sur le territoire de Thiverval-Grignon, la commune a souhaité opérer une évaluation environnementale de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU directement durant la phase d'étude.

Article L122-14 du CE

Lorsque la réalisation d'un projet soumis à évaluation environnementale et subordonné à déclaration d'utilité publique ou déclaration de projet implique soit la mise en compatibilité d'un document d'urbanisme également soumis à évaluation environnementale en application de l'article L. 122-4, soit la modification d'un plan ou d'un programme, l'évaluation environnementale, lorsqu'elle est requise, de la mise en compatibilité de ce document d'urbanisme ou de la modification de ce plan ou programme et l'étude d'impact du projet peuvent donner lieu à une procédure commune.

Dans cette hypothèse, une procédure commune de participation du public est organisée. Lorsque le projet ou la modification du plan ou du programme ou la mise en compatibilité du document d'urbanisme est soumis à enquête publique, c'est cette dernière procédure qui s'applique.

A.IV. SCHEMA DE PROCEDURE :



B. PRESENTATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

B.I. L'OBJET ET LE LIEU DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes par la société TERSEN, est localisé sur le territoire de la commune de THIVERVAL-GRIGNON. L'opération de réaménagement par apport de matériaux inertes se réalisera en intégralité sur la commune, sur une zone actuellement destinée à de l'espace agricole (A) sans contraintes prescriptives.

La commune de Thiverval-Grignon dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (approuvé par délibération du conseil municipal du 17 juin 2011 et modifié les 2 octobre 2015, 27 novembre 2015, 7 avril 2017, 29 novembre 2017 et 30 janvier 2020 et mis à jour le 22 juillet 2021.

Au sein du plan de zonage de ce PLU, le projet est classé dans la zone A, à destination agricole.

Ce classement et la réglementation qui s'y rapporte, ne sont pas compléments compatibles avec le projet envisagé par la société Tersen. Des modifications de zonage et de règlement doivent être opérées.

B.II. LA JUSTIFICATION DE L'INTERET GENERAL DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

La municipalité de THIVERVAL-GRIGNON a lancé une procédure de déclaration de projet, considérant que le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes constitue des opportunités d'intérêts généraux.

Le projet de réaménagement avec apport de matériaux inertes répond bien à des objectifs d'intérêts généraux (Voir document 1 Déclaration de projet).

B.III. LES PIECES MODIFIEES PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Les modifications apportées au Plan Local d'Urbanisme en vigueur de THIVERVAL-GRIGNON, emportant la mise en compatibilité du PLU, concernent les pièces suivantes :

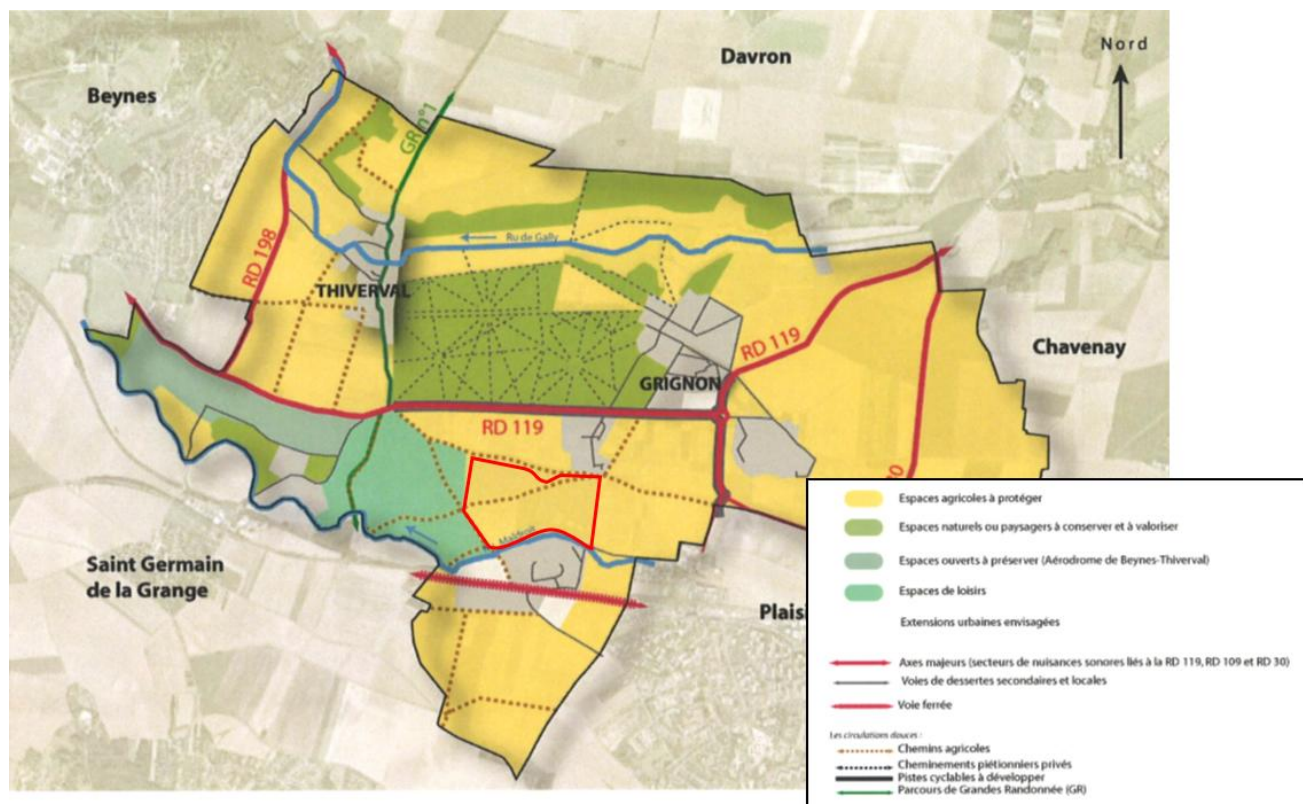
- Le plan de zonage,
- Le règlement,
- Le rapport de présentation.

III.1.1. LA COMPATIBILITE AVEC LE PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Thiverval-Grignon décrit un objectif d'évolution de la commune dans le respect d'un équilibre entre urbanisation, maintien des espaces naturels et exploitation des espaces agricoles.

Quatre grandes orientations sont ainsi :

- Protéger et valoriser les patrimoines naturels et bâtis de la commune,
- Maîtriser le développement de l'urbanisation,
- Pérenniser les activités et prévoir leur évolution et leur diversification,
- Assurer une gestion cohérente des déplacements,



Le Projet protégera et valorisera les patrimoines naturels et bâtis de la commune en :

- Conservant des espaces en agriculture dans les emprises d'espaces agricoles à protéger aux abords du périmètre de protection des monuments historiques formé par le domaine du Château de Grignon, l'église de Thiverval et la ferme expérimentale,
- Portant attention aux franges urbanisées en aménageant des espaces de transition visuelle (plantations, merlon arbustif, etc.) au droit des habitations de Folleville et dans l'axe du point noir paysager de l'usine d'incinération de Pont Caillou,
- Prolongeant le coteau calcicole, accompagné d'une plus grande diversité écologique dans la vallée du ru du Maldroit (identifié comme ru à préserver),

Le Projet pérennisera et développera les activités existantes en :

- Valorisant la qualité agronomique des terres agricoles accueillant le projet,
- Sanctuarisant les espaces agricoles et naturels réaménagés.

Le Projet assurera une gestion cohérente des déplacements en :

- Préservant la diversification des cheminements piétons existants (CR des Nourrices, de Neauphle, le GR1, etc.),
- Créant un nouveau diverticule de promenade le long du coteau calcicole.

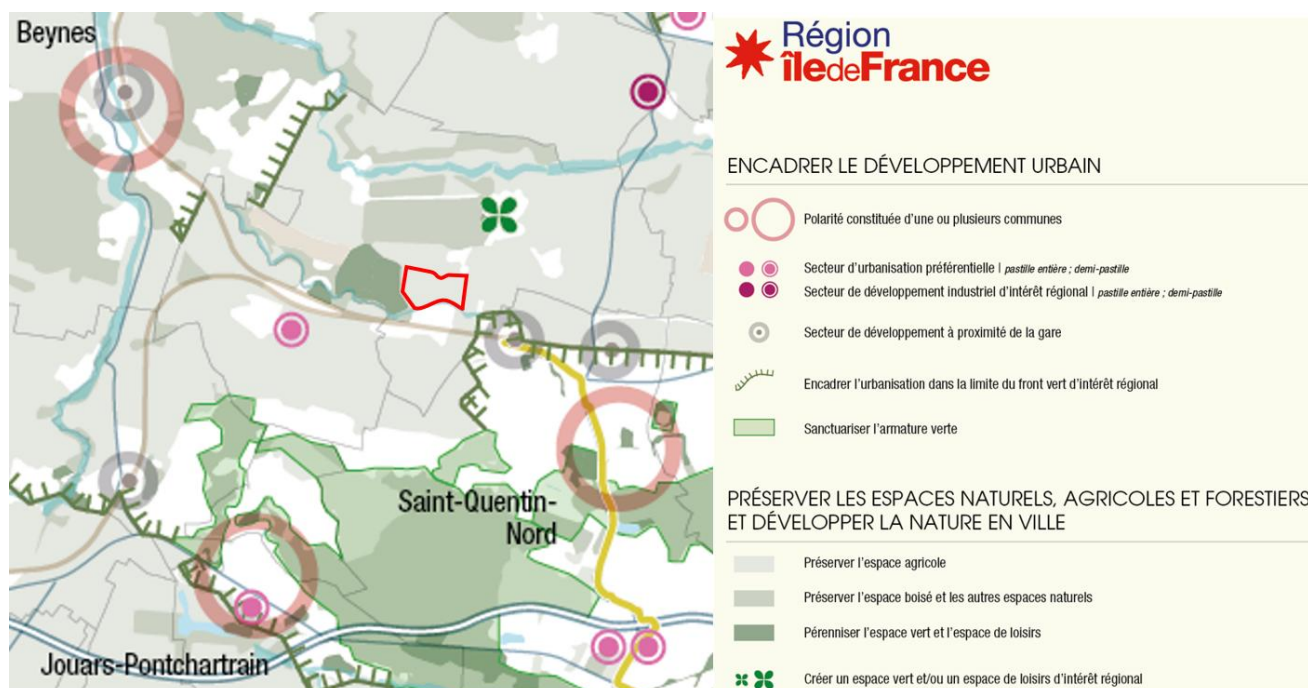
Les apports positifs du projet au regard des enjeux de préservation de l'identité agricole, d'amélioration de l'agronomie des sols, de réponse aux enjeux paysagers et écologiques locaux, et de développement des cheminements à circulation douce entre les secteurs habités et chemins de randonnées, constituent un ensemble de mesures d'intérêt collectif et général.

Le projet est en pleine compatibilité avec le PADD de la commune de Thiverval-Grignon.

III.1.2. LA COMPATIBILITE AVEC LE SDRIF-E

Le SDRIF-E a été adopté par le Conseil Régional le 11 septembre 2024 et devrait être approuvé courant 2025. Tels que définis par les Orientations réglementaires du SDRIF-E, les espaces agricoles franciliens sont des espaces productifs mais également des espaces de nature, de ressourcement, de calme, d'intérêt paysager.

Au sein de ces espaces agricoles sont admis les projets d'intérêt collectif compatibles avec l'activité agricole, en associant des critères d'économie d'espace, de bonne intégration environnementale et paysagère, en prenant en compte les risques de nuisances générés, ainsi que la géomorphologie et l'hydrographie des terrains.



Par ailleurs, les éléments, les espaces et les milieux d'intérêt écologique et paysager présents dans les espaces à dominante agricole (haies, bosquets, petits bois, prairies permanentes, mares et mouillères, visuel ouvert, patrimoine vernaculaire, etc.) doivent être identifiés et préservés, voire restaurés.

Ces différentes orientations du SDRIF-E sont intégrées, préservées et renforcées par le projet, en termes :

- De sanctuarisation de ces espaces,
- D'amélioration agronomique des terrains agricoles réaménagés,

■ De développement de la Biodiversité.

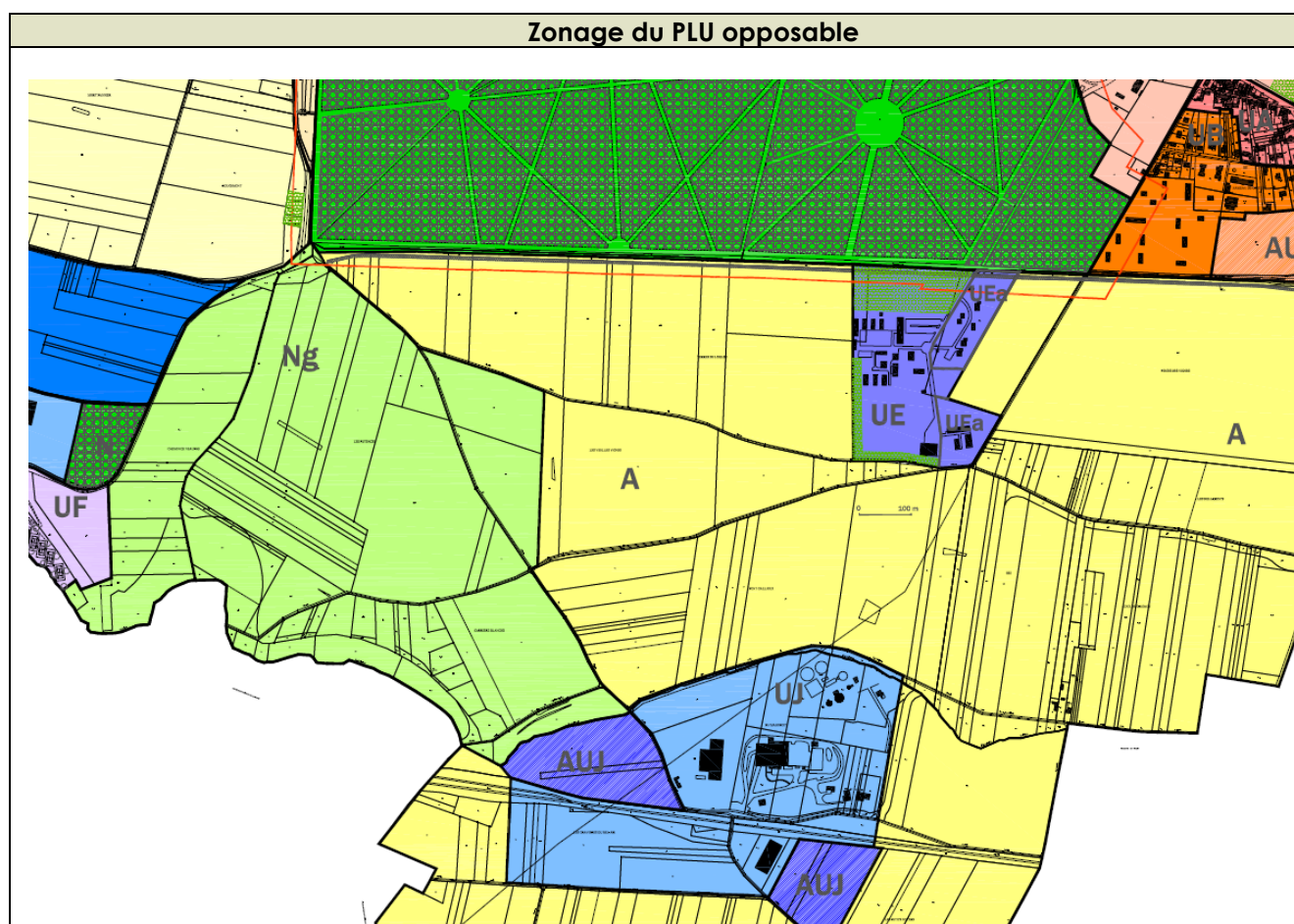
Le projet répond ainsi à un intérêt collectif et général en matière de maintien durable des espaces agricoles de la commune de Thiverval-Grignon, en intégrant des espaces complémentaires de Biodiversité, conformément le SDRIF-E, en cohérence avec les mêmes objectifs du PLU de la commune. Le projet est donc compatible avec le futur SDRIF-E.

III.1.3. MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE

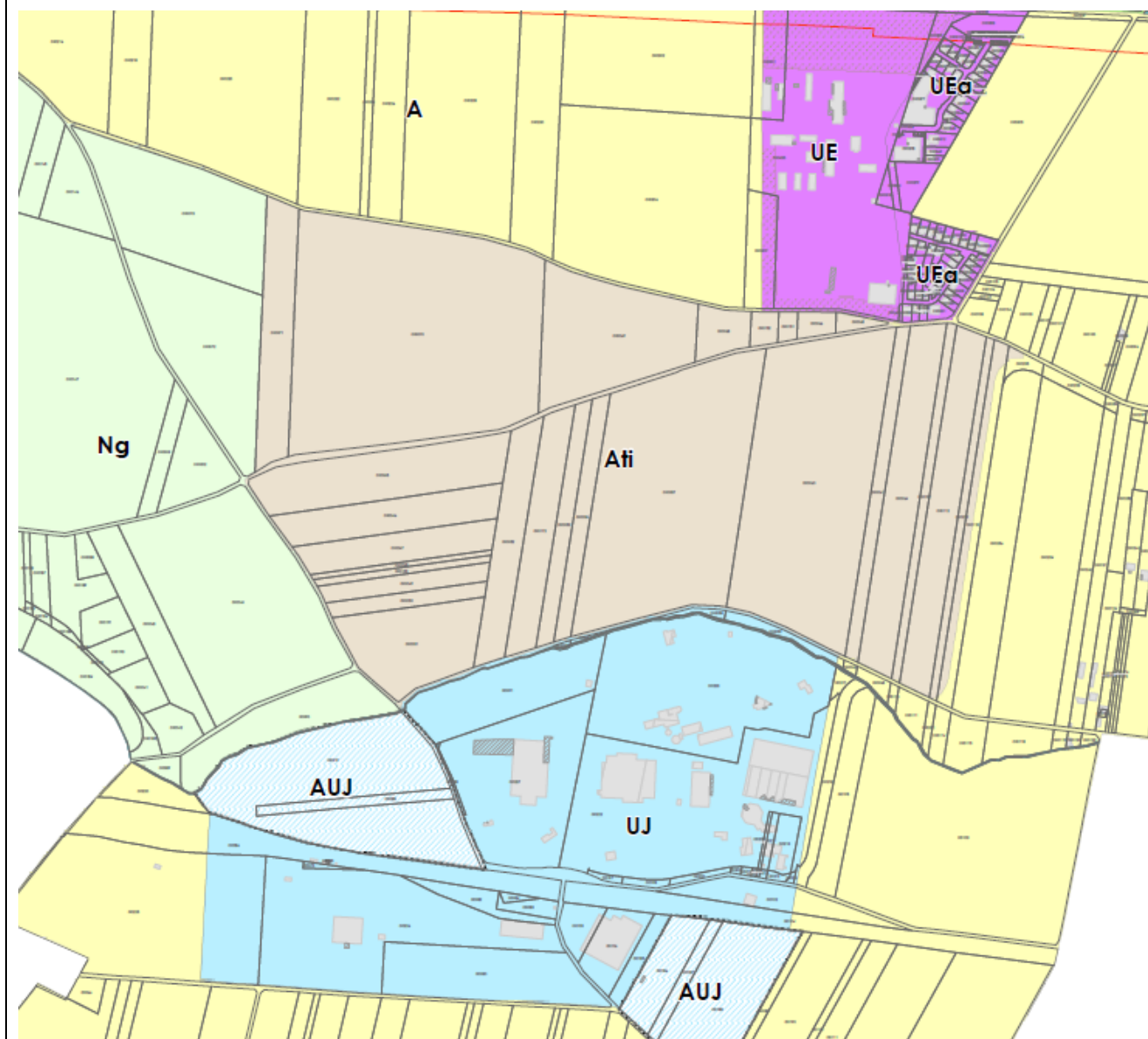
Dans le cadre de la réalisation du projet, une modification du zonage du PLU de Thiverval-Grignon doit être effectuée, afin de limiter l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE-ISDI) sur l'ensemble de la zone agricole, la mise en œuvre d'un sous-secteur agricole **Ati** est réalisée en s'appuyant sur le périmètre de la demande ICPE formulée par la société Tersen, incluant certaines parcelles que celle-ci ne maîtrise pas foncièrement.

Cette modification du plan de zonage vise exclusivement un projet de valorisation des terrains agricoles, ainsi que la création d'un biocorridor calcicole par l'apport de matériaux inertes, au sein de la zone A.

Il est important de noter que cette modification du zonage n'engendre aucune consommation d'espace supplémentaire, puisqu'elle concerne uniquement un sous-secteur déjà inclus dans la zone Agricole.



Zonage modifié suite à la déclaration de projet



III.1.4. MODIFICATION DU REGLEMENT

Le règlement applicable en zone A du PLU de Thiverval-Grignon prévoit à l'article A1 les occupations et utilisations des sols interdites et à l'article A2 les occupations et utilisations des sols soumises à des conditions particulières.

L'article A1 interdit notamment « les dépôts et stockages de toute nature à l'exception des matériaux nécessaires aux activités agricoles ou aux services publics ».

Il convient cependant de se reporter à l'article A2 puisque l'article A1 renvoie à cet article.

Plus particulièrement, les occupations envisageables au titre de l'article A2 intègrent notamment :

- « Les constructions, installations et aménagements directement liés et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles »

- « Les constructions, installations et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif qui ne compromettent pas le potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles »
- « Les exhaussements et affouillements du sol lorsqu'ils sont liés à un projet déclaré d'utilité publique ou d'intérêt général ». »

Afin d'être plus claire et plus précise dans la partie réglementaire du PLU de Thiverval-Grignon, le sous-secteur **Ati** est instauré, il est donc envisagé des modifications du règlement en particulier en complétant la réglementation de la zone **Ati**, et plus particulièrement à l'article A2 afin de permettre la réalisation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Règlement avant modification	Règlement modifié
<u>ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</u>	<u>ARTICLE A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</u>
<u>SONT ADMIS</u> : sous réserve de l'application des articles R*111-2 et suivants du Code de l'urbanisme :	<u>SONT ADMIS</u> : sous réserve de l'application des articles R*111-2 et suivants du Code de l'urbanisme :
Sont admis les constructions, installations et aménagements directement liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles. Une exploitation agricole est définie comme une unité fonctionnelle dirigée par un chef d'exploitation mettant en valeur localement une surface équivalant à au moins la moitié de la surface minimale d'installation (SMI) définie par le schéma directeur départemental des structures agricoles.	Sont admis les constructions, installations et aménagements directement liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles. Une exploitation agricole est définie comme une unité fonctionnelle dirigée par un chef d'exploitation mettant en valeur localement une surface équivalant à au moins la moitié de la surface minimale d'installation (SMI) définie par le schéma directeur départemental des structures agricoles.
Les constructions nouvelles à usage d'habitation liées à des bâtiments d'exploitation agricole existants ou à créer ainsi que leurs annexes sont autorisées à hauteur de 250 m ² surface de plancher au maximum. Toutefois, celles-ci doivent être implantées à proximité des autres bâtiments de l'exploitation agricole.	Les constructions nouvelles à usage d'habitation liées à des bâtiments d'exploitation agricole existants ou à créer ainsi que leurs annexes sont autorisées à hauteur de 250 m ² surface de plancher au maximum. Toutefois, celles-ci doivent être implantées à proximité des autres bâtiments de l'exploitation agricole.
Les extensions des constructions existantes à vocation d'habitation sont autorisées à hauteur de 30 m ² surface de plancher maximum et qu'elles n'aient lieu qu'une fois par période de 10 ans à la date d'approbation du PLU (17 juin 2011),	Les extensions des constructions existantes à vocation d'habitation sont autorisées à hauteur de 30 m ² surface de plancher maximum et qu'elles n'aient lieu qu'une fois par période de 10 ans à la date d'approbation du PLU (17 juin 2011),
Tout bâtiment à caractère agricole doit être contigu ou implanté, au moins en partie, à moins de 30 m du bâtiment principal (habitation, bureaux...) de l'exploitation agricole.	Tout bâtiment à caractère agricole doit être contigu ou implanté, au moins en partie, à moins de 30 m du bâtiment principal (habitation, bureaux...) de l'exploitation agricole.
Les affouillements et exhaussements du sol conformément au R 421-19 et R 421-23 f du Code de l'Urbanisme et s'ils sont liés aux travaux de voirie ou aux équipements d'intérêt public ou aux constructions autorisées dans la zone.	Les affouillements et exhaussements du sol conformément au R 421-19 et R 421-23 f du Code de l'Urbanisme et s'ils sont liés aux travaux de voirie ou aux équipements d'intérêt public ou aux constructions autorisées dans la zone.
La réalisation et l'aménagement des infrastructures routières, ainsi que les dispositifs techniques liés à ces dernières (ouvrages de régulation des eaux tels que : bassins de rétention et ouvrages liés aux circulations douces telles que : pistes cyclables), sous réserve que ceux-ci comportent des mesures particulières de préservation de l'environnement et s'accompagnent de paysagements destinés à s'inscrire dans le paysage environnant.	La réalisation et l'aménagement des infrastructures routières, ainsi que les dispositifs techniques liés à ces dernières (ouvrages de régulation des eaux tels que : bassins de rétention et ouvrages liés aux circulations douces telles que : pistes cyclables), sous réserve que ceux-ci comportent des mesures particulières de préservation de l'environnement et s'accompagnent de paysagements destinés à s'inscrire dans le paysage environnant.

<p>Les constructions, installations et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif qui ne compromettent pas le potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.</p> <p>Les exhaussements et affouillements du sol lorsqu'ils sont liés à un projet déclaré d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Les constructions et ouvrages liés à la réalisation des équipements d'infrastructures existantes ou lorsqu'ils sont déclarés d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Toutes constructions et installations nouvelles sont autorisées au-delà d'une bande de 5 m de part et d'autre le Ru du Maldroit.</p> <p>Toutes constructions ou installations nouvelles implantées dans les périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) de l'aqueduc de l'Avre, qui fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par arrêté préfectoral du 11 janvier 1965, devra prendre en compte les prescriptions particulières applicables au sein de ces zones de protection.</p>	<p>Les constructions, installations et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif qui ne compromettent pas le potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.</p> <p>Les exhaussements et affouillements du sol lorsqu'ils sont liés à un projet déclaré d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Les constructions et ouvrages liés à la réalisation des équipements d'infrastructures existantes ou lorsqu'ils sont déclarés d'utilité publique ou d'intérêt général.</p> <p>Toutes constructions et installations nouvelles sont autorisées au-delà d'une bande de 5 m de part et d'autre le Ru du Maldroit.</p> <p>Toutes constructions ou installations nouvelles implantées dans les périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) de l'aqueduc de l'Avre, qui fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par arrêté préfectoral du 11 janvier 1965, devra prendre en compte les prescriptions particulières applicables au sein de ces zones de protection.</p> <p>Dans le sous-secteur Ati:</p> <p>En sus de la réglementation de la zone A,</p> <p>Sont autorisés les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus particulièrement les ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) liées à la mise en valeur agricole par affouillements et exhaussements du sol et apports de matériaux inertes et création d'un bio-corridor calcicole.</p> <p>Dans ce cadre sont autorisés les constructions et installations provisoires nécessaires au fonctionnement du site (Base vie, local de contrôle) dans la limite cumulée de 120 m² de surface de plancher sur l'ensemble de la zone Ati.</p>
---	---

III.1.5. MODIFICATION DU RAPPORT DE PRESENTATION

Conformément à l'article R151-5 du code de l'urbanisme le rapport de présentation doit être complété par l'exposé des motifs des changements apportés par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

A la fin du rapport de présentation une copie de la notice de mise en compatibilité est intégrée dans le nouveau chapitre « L'exposé des motifs des changements apportés par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ».